

Dialogue Nord-Sud et prix du pétrole : l'exemple de l'OPEP fera-t-il école ?

■ L'auteur de l'article que nous publions ci-dessous constate que l'incertitude relative au prix futur du pétrole entrave le développement d'une croissance équilibrée dans les pays industrialisés. Il s'interroge sur les raisons de cette incertitude et débouche sur des considérations relatives au « nouvel ordre économique international ». Sur ce dernier point, l'auteur émet des opinions que, pour notre part, nous ne partageons pas. Néanmoins, elles nous paraissent de nature à intéresser nos lecteurs, raison pour laquelle nous les publions in extenso. (Réd.)

Par Antoine Ayoub *

Avant chaque réunion de l'OPEP, un « jeu » subtil et très complexe s'offre à l'observateur économique : prédire le prix du pétrole qui sera, finalement, décidé par cet organisme. A juger par la quantité d'articles déjà parus sur le sujet, la réunion qui aura lieu à Qatar dans quelques jours n'échappe pas à cette règle, bien au contraire.

Toutefois, il faut bien commencer par souligner que ce foisonnement dans la prédiction, loin de tempérer le climat d'incertitude qui règne sur les prix pétroliers, ne fait que l'entretenir et même l'aggraver. Or gérer l'avenir économique à partir d'une telle situation est une opération non seulement hasardeuse, mais, surtout, fort coûteuse économiquement et pleine de risque sur le plan de l'équilibre social et politique de chaque nation et des relations entre les nations. Les entreprises privées et les Etats en font, depuis 1973, l'expérience. D'autre part, c'est l'incertitude au sujet des prix pétroliers beaucoup plus que leur hausse qui est, en effet, un facteur inflationniste dont les retombées touchent tout le monde. Qui est responsable de cette incertitude ?

Dialogue et arrière-pensées

Pour répondre à cette question, il faut, nécessairement, évoquer le fameux dialogue Nord-Sud, non pas pour constater son échec, mais pour s'interroger, d'abord, sur ses liens avec le problème pétrolier et pour déterminer, ensuite, les causes fondamentales de son blocage.

Dès le début, les pays de l'OPEP, soutenus par les autres pays du tiers monde, avaient refusé de scinder le problème pétrolier des autres problèmes économiques chroniques qui handicapent les pays pauvres dans leurs relations avec les pays riches. Sous l'impulsion de l'Algérie, la Conférence de Paris avait fini par inscrire à son ordre du jour l'étude de tous les grands dossiers litigieux qui se rattachent à ces relations. Entre un Nord attaché à ses droits acquis et un Sud éveillé nouvellement (par l'exemple de l'OPEP, justement) sur ses droits inaliénables, ces dossiers étaient, en effet, nombreux : modalités

de fixation des prix des matières premières, endettement cumulatif du tiers monde envers les pays de l'OCDE, coût et transfert de la technologie, etc.

L'innovation majeure de l'OPEP, à cet égard, était d'avoir compris et assimilé le rôle que peut jouer la pratique du monopole bilatéral dans les relations économiques entre nations. D'ailleurs, c'est exactement de la même manière que les syndicats des pays industrialisés avaient, jadis, découvert et appliqué le même principe au niveau de l'économie nationale. Dans un monde dominé par le monopole de la technologie et du capital, la seule voie qui s'offrait aux pays sous-développés pour améliorer l'état de leurs balances extérieures chroniquement déficitaires était, en effet, la création d'associations de producteurs de ressources naturelles et de travail à bon marché.

Nouveau modèle

Mais, dans l'esprit des pays du tiers monde, l'opposition de ces deux monopoles ne voulait aucunement dire que l'issue de la confrontation devrait fatalement être la rupture et le repli de chaque groupe dans une stratégie autarcique de développement. Bien au contraire, ils attendaient, de cette confrontation-dialogue, l'émergence d'un nouveau modèle de relations Nord-Sud dont les règles et les mécanismes tiendraient mieux compte des intérêts de la partie jusqu'alors oubliée sans pour autant sacrifier les intérêts fondamentaux de l'autre partie. A l'instar des négociations d'une convention collective entre patrons et syndicats, il s'agissait donc d'explorer systématiquement la « zone de compromis » entre les deux parties pour trouver ensemble le point d'équilibre. Ce point viendrait clarifier, tout en la stabilisant, pour un certain délai, toute l'équation des relations économiques internationales.

Pour au moins deux raisons, les pays industrialisés, sous la houlette des Etats-Unis, rejettent toujours, en bloc et dans le détail, la philosophie même de la convention collective et continuent à vouloir raisonner selon le modèle du soi-disant marché libre et de l'aide au développement.

... Et si l'OPEP se disloquait ?

C'est l'espoir que nourrit une frange importante de responsables et d'économistes aux Etats-Unis. Et c'est la première cause du blocage de la Conférence de Paris. En fait, si l'on croit imminent l'éclatement de l'OPEP, la meilleure stratégie est d'attendre cet événement, tout en faisant semblant de négocier. C'est justement ce que font les Etats-Unis et les autres pays industrialisés. Car la disparition de l'OPEP entraînera fatalement un redéploiement des rapports de force non seulement au détriment des pays qui la composent, mais de tous les pays du tiers monde. Le dialogue Nord-Sud s'estompiera, alors, de lui-même comme se sont estompés depuis une vingtaine d'années les dizaines de rencontres et de projets de stabilisation des prix des matières premières. D'autre part, la baisse du prix du pétrole brut qui s'ensuivrait nécessairement permettrait, alors, aux gouvernements des pays industrialisés d'internaliser une grande

partie de la rente pétrolière. En effet, si le prix du « brut » baisse au moment où les prix des produits pétroliers à la consommation interne restent élevés, la différence sera captée par les taxes et dirigée vers les investissements dans les substituts au pétrole. En somme, selon cette optique, la rente pétrolière doit servir, en premier lieu, à susciter des concurrents au pétrole brut comme source d'énergie et non pas être utilisée comme facteur de développement économique des pays producteurs, puisque de toute manière — nous dit-on — la « capacité d'absorption » de ces pays est très faible pour « digérer » cette rente. On prend bien soin, à l'occasion, de braquer les projecteurs sur le cas de deux ou trois pays de l'OPEP en oubliant les autres, c'est-à-dire la majorité.

Même si cette manière de voir les choses ne faisait pas l'unanimité parmi les pays industrialisés, il demeure qu'elle était le point de référence mental de l'administration Ford-Kissinger tout au long des négociations de Paris. Toujours est-il qu'après un an de rencontres et de pressions, ni l'OPEP n'a éclaté ni l'espoir des pays industrialisés de la voir disparaître un jour très prochain ne s'est évanoui. Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, le dialogue Nord-Sud se transforme en dialogue de sourds ?

Ordre « naturel » et ordre « volontaire »

Les dirigeants des pays industrialisés, et c'est la deuxième raison de l'impasse, esquivent la réponse à la question préalable à toute négociation sérieuse, à savoir : étant donné que le marché libre n'existe nulle part et que la structure fondamentale de l'économie est l'oligopole et l'intervention croissante des Etats, comment et selon quelles modalités répartir le revenu mondial de la manière la moins injuste possible ?

A cette question centrale, les dirigeants et parfois des économistes patentés répondent par un discours vague et idéologique sur les vertus de la libre concurrence. Cela est d'autant plus grave que l'écart béant qui existe entre l'ordre « naturel » secrété par cette concurrence, supposée libre, et la réalité qui, elle, est modelée par l'ordre « volontaire » de celui qui « fait » le marché ne cesse de s'élargir. C'est là un fait tellement massif et flagrant qu'aucune analyse, aussi subtile soit-elle, ne peut le faire disparaître.

Un dialogue qui cherche vraiment à aboutir à une véritable coopération, c'est-à-dire à un ordre « volontaire » construit par les deux parties, ne peut manquer de remettre en cause la structure de la répartition du revenu à l'intérieur même des pays industrialisés. Or, et il ne faut pas se dissimuler la réalité, les populations de ces pays ne sont pas encore prêtes à donner un mandat à leurs dirigeants pour ralentir la progression de leur niveau de vie, car c'est bien de cela qu'il s'agit en définitive. En attendant, les pays du tiers monde n'ont qu'une seule politique à adopter : augmenter leurs pressions en multipliant, dans les secteurs où cela est possible, l'exemple de l'OPEP.

Professeur d'économie politique à l'Université Laval, Québec.